

Les personnels ont fait grève le 23 septembre et le 5 octobre POURSUIVRE LA MOBILISATION CONTRE UNE POLITIQUE DESTRUCTRICE DES POSTES, STATUTS ET DIPLÔMES

Les personnels de l'Éducation nationale ont répondu présents aux appels à la grève le 23 septembre et au plan interprofessionnel le 5 octobre.

Avec plus de 200 cortèges et 3 500 manifestants à Nantes, 2 500 à Clermont-Ferrand, 1000 à Albi, 25 000 à Paris, 800 à la Rochelle ou 4 000 à Bordeaux, par exemple. Le gouvernement ne peut ignorer la détermination des salariés de l'Éducation nationale, de la Fonction publique et du privé. Partout dans les manifestations à l'appel de FO, CGT, FSU, Solidaires et des organisations de la jeunesse, tous étaient unis pour revendiquer l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage, l'abandon du projet de réforme des retraites, l'augmentation des salaires, l'arrêt des suppressions de postes et le retrait des contre-réformes destructrices.

J-M BLANQUER MULTIPLIE LES ATTAQUES CONTRE L'ÉCOLE PUBLIQUE ET LE STATUT DES PERSONNELS

1 800 postes en moins à l'hôpital public et 5 700 lits supprimés en 2020, c'est la même logique que la suppression de 1 800 postes cette année dans le second degré et d'ores et déjà les plus de 500 à la rentrée prochaine. Toutes les réformes gouvernementales font système. L'uberisation devient la norme : des milliers de professeurs contractuels sont licenciés alors que les besoins sont énormes, les personnels enseignants sont mis au pas avec le projet local d'évaluation dans les lycées qui casse le baccalauréat et l'évaluation que devra subir chaque établissement suite à la loi Blanquer. Le droit de mutation s'efface au profit de la multiplication des postes à profil comme annoncé par E. Macron à Marseille. Les diplômes locaux, le recrutement direct deviendraient la règle.

Partout une même logique : les personnels devraient faire plus avec moins de droits et à salaire constant alors que les prix explosent (+ 60% en un an pour le gaz etc.). Les personnels sont sous tension permanente. Ils n'en peuvent plus comme les AESH qui, soumis aux PIAL, doivent accompagner parfois jusqu'à 7 élèves dans une semaine, parfois au pied levé et même à cheval dans un autre établissement ou une école, parfois aussi jusqu'à trois élèves simultanément. La logique de l'inclusion « systématique », aggravée par la loi Blanquer, disloque les conditions d'apprentissage des élèves qui devraient avoir le même droit à un enseignement de qualité. Les AESH seront de nouveau en grève mardi 19 octobre à l'appel de la FNEC FP-FO, de la FSU, de la CGT éduc, Sud éducation, le SNALC et le SNCL, pour l'abrogation des PIAL et obtenir un vrai salaire et un vrai statut. La FNEC FP-FO et le SNFOLC appellent à participer les personnels à manifester au ministère.

LA FNEC FP-FO ET LE SNFOLC SOUTIENNENT LES 40 ÉCOLES MARSEILLAISES QUI REFUSENT L'EXPÉRIMENTATION MACRON

Ces 40 premières écoles indiquent notamment : « Nous refusons d'entrer dans l'expérimentation proposée par Emmanuel Macron [...] Et nous appelons l'ensemble des écoles à boycotter massivement cette proposition. [...] Il est inconcevable pour nous d'accepter que les directeurs puissent choisir les équipes pédagogiques. [...] Mais il est aussi inconcevable pour nous d'accepter la logique de contractualisation des moyens. Il est enfin inconcevable pour nous d'accepter l'explosion du cadre de l'École républicaine. ».

Contractualisation, fragmentation du cadre national de l'École, effondrement des moyens, destruction des diplômes, du baccalauréat, c'est la logique du ministre. Dire qu'il s'agit ni plus ni moins d'un pas supplémentaire vers la privatisation de l'École n'est pas exagéré puisque le ministre et la secrétaire d'État, N. Elimas viennent d'ouvrir, « à titre expérimental », l'éducation prioritaire à six établissements privés catholiques qui seraient intégralement financés par l'État.

Le SNFOLC appelle à multiplier les motions de personnels en soutien aux 40 écoles qui refusent l'expérimentation Macron. Il appelle à poursuivre les réunions des personnels, pour décider des moyens à mettre en œuvre pour faire obstacle aux contre-réformes. Le SNFOLC soutient toutes les initiatives. Un préavis de grève est déposé.

LES "GROS MOTS" DE MARSAILLE EN BON FRANÇAIS



Colm